

Chers David Cameron et Melinda Gates

Nous appuyons fermement le Gouvernement du Royaume-Uni et la Fondation Bill et Melinda Gates dans le lancement de cette initiative mondiale de planification familiale qui vise à améliorer considérablement la qualité de vie de millions de femmes, d'hommes et de jeunes. Cette initiative contribue directement à la réalisation du plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (PdA de la CIPD). Nous rendons hommage à votre travail, qui met en exergue la crise actuelle en termes de soutien international à la cause de la planification familiale dans le cadre d'une approche globale vis-à-vis de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes. Nous encourageons d'autres partenaires à appuyer et à se joindre au Sommet de Londres sur la planification familiale, pour veiller à ce que le PdA de la CIPD soit mené à bien dans son intégralité. Nous reconnaissons plus particulièrement le potentiel que cette initiative présente à renforcer les systèmes de santé, élargir les choix en matière de contraception et stimuler la demande. En atteignant 120 millions de femmes et de filles de plus d'ici à 2020, elle permettra à quelques-unes des populations les plus démunies au monde d'exercer leurs droits, de réduire les inégalités sociales, financières et entre les sexes, et de contribuer au développement durable. Nous espérons qu'elle sera source d'inspiration pour engager d'autres efforts en faveur des femmes et des filles dans tous les pays.

Grâce à un processus de consultations mondiales comportant notamment une enquête sur Internet, cette déclaration de soutien représente les points de vue communs de plus de 220 répondants issus de 53 pays.

Initiative pilotée et dirigée par les pays directement concernés

Si l'on veut répondre aux besoins mondiaux non satisfaits en matière de planification familiale, il sera impératif d'avoir recours à l'intervention de parties prenantes multiples, et nous nous félicitons de la priorité que cette initiative accorde à consolider les engagements politiques des gouvernements nationaux à cet égard. Reconnaisant qu'il est indispensable d'accroître très fortement le soutien apporté et les dépenses engagées dans le domaine de la planification familiale, il faut obligatoirement que les programmes soient intégrés pour qu'ils bénéficient aux mieux à la santé des femmes et des filles. Nous appuyons les efforts visant à continuer de développer et de renforcer les systèmes de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation qui prennent en compte les droits de l'homme. Ils nécessiteront la participation active des bénéficiaires et leur soutien en vue de renforcer la capacité des gouvernements locaux, de la société civile et du secteur privé à s'attaquer au problème des besoins non satisfaits. Dans certains pays, des progrès ont été accomplis en vue de réduire les besoins non satisfaits. Nous nous sommes engagés à un partage sud-sud des leçons tirées et des modèles à succès.

En tant que fournisseurs de services, défenseurs et observateurs, nous nous engageons à établir des partenariats avec les gouvernements et le secteur privé, en vue de bâtir les capacités nécessaires, comme le relève le Cadre de responsabilisation sur le plan national intitulé « Chaque femme, chaque enfant ».

Augmentation de la demande et autonomisation des femmes

Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Sommet de Londres sur la planification familiale à travailler avec les populations pauvres et vulnérables en vue d'accroître la prise de conscience individuelle, de s'attaquer aux obstacles socioculturels et d'accroître l'acceptation de la planification familiale par les communautés, tout en abordant la question d'une éducation sexuelle intégrée. En particulier, nous nous félicitons que l'initiative mette l'accent sur l'autonomisation des femmes et des filles, et sur sa mise en œuvre par une prestation de services accrue. Nous vous encourageons à concentrer vos efforts à fournir des informations et des services à ceux qui, historiquement, n'ont guère eu accès à des services de planification familiale, s'agissant plus particulièrement des

jeunes, des femmes pauvres, des personnes handicapées, ainsi que des populations rurales, indigènes, déplacées et d'après crise. De même, nous vous encourageons à créer des liens avec d'autres programmes, notamment ceux dans les domaines du développement économique, de l'éducation (en particulier pour les filles), de la protection de l'environnement, du VIH/SIDA, de la santé maternelle et infantile, de la sécurité et de la jeunesse.

Nous nous engageons à travailler avec les collectivités et à atteindre les femmes et les filles pauvres et vulnérables en leur apportant des informations scientifiquement fondées pour leur permettre de faire des choix éclairés sur leur fécondité et leur choix de méthode contraceptive.

Sécurité en matière de contraception

Nous reconnaissons la nécessité de prendre de toute urgence des mesures visant à accroître l'accès des femmes et des hommes à un large éventail de contraceptifs, condition essentielle à un choix libre et informé, et à accroître le recours à la planification familiale. Il faudra pour cela déployer des efforts à long terme pour accroître la volonté politique, améliorer les prévisions et la budgétisation, sécuriser la chaîne d'approvisionnement, apporter du soutien aux ressources humaines et au renforcement des capacités (notamment par le partage des tâches), réduire les prix et introduire de nouvelles techniques de contraception, en particulier celles qui sont contrôlées par l'utilisateur et qui remplissent des objectifs multiples (c'est-à-dire la prévention des grossesses non désirées et des infections sexuellement transmissibles). Nous encourageons cette initiative qui vise à obtenir la participation de fabricants potentiels et existants de contraceptifs, de l'OMS et des autorités réglementaires afin d'élargir l'éventail de fournitures et de fournisseurs. À la lumière de la tendance à la décentralisation du système de santé, il va falloir adapter les systèmes de logistique pour pouvoir garantir la sécurité en matière de contraception. Nous encourageons l'initiative visant à tirer les leçons acquises des programmes de santé publics et privés à succès, notamment ceux mis en place par la société civile, et à favoriser les partenariats public-privé.

Nous nous engageons à sensibiliser le public sur l'importance de la sécurité de l'approvisionnement et à donner notre soutien aux mécanismes qui permettront d'y parvenir.

Prestation de services : Fournir des services pour tous, y compris les jeunes

La prestation d'un service de planification familiale est plus efficace si elle s'inscrit dans le cadre d'un éventail complet de services, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive. Nous appuyons cette initiative pour les efforts déployés en vue de réduire les obstacles législatifs, politiques et culturels qui limitent l'accès à l'information ou aux services, pour tout le monde, y compris les jeunes. Il s'agit notamment de faire tomber des obstacles tels que l'obligation de l'autorité parentale ou du consentement du conjoint et le refus de services aux personnes non mariées. Cette initiative devrait élargir les mécanismes de prestation des services, y compris ceux basés dans la communauté ou les dispensaires mobiles et la délégation des tâches, et elle devrait chercher à obtenir l'adhésion du secteur privé et de la société civile en vue d'accroître la prestation de service du secteur public. Nous lançons un appel à déployer les efforts nécessaires pour améliorer la qualité des soins, notamment en ce qui concerne la réduction de la stigmatisation et la garantie de la confidentialité des usagers. Le prix des services et produits de base ne devrait pas être un obstacle à l'accès pour les pauvres. Le cas échéant, il faudrait inclure ces derniers dans les régimes d'assurance-maladie.

Nous nous engageons à travailler pour préconiser et mettre en œuvre un environnement politique favorable et à fournir des services de grande qualité, en particulier aux populations pauvres ou vulnérables.

Mécanisme de financement

Nous sommes unis dans notre soutien à un financement durable et accru, dédié à élargir l'accès aux informations, services et fournitures de planification familiale. Nous soutenons les mécanismes de financement qui s'appuient sur les plans et programmes nationaux et les exploitent. Un financement de la sorte devrait être suffisamment souple pour être accordé aux acteurs des secteurs public, privé et à but non-lucratif en fonction de leur capacité à fournir rapidement des résultats rentables. Nous soutenons vos efforts en vue de garantir que le financement de la planification familiale soit de plus en plus assuré par les gouvernements nationaux en signe de leur engagement. Ceci est particulièrement vrai pour les pays à revenu intermédiaire, où l'accès à de l'assistance technique ou des fonds pour des services destinés à des groupes extrêmement difficiles d'accès peut être plus approprié. Il existe aussi des besoins pressants de financement visant à renforcer la capacité de la société civile à demander des comptes à son gouvernement.

Nous nous engageons, dans la mesure du possible, à nous unir pour aider à mobiliser d'autres engagements financiers.

Plaidoyer mondial

Cette initiative revigore la communauté internationale de la planification familiale, de la santé reproductive et des droits connexes. Alors que nous nous approchons du 20^e anniversaire de la CIPD et de la date d'expiration des Objectifs de développement du millénaire, nous exhortons les coordonnateurs à soutenir les efforts de plaidoyer déployés à l'échelon mondial et régional en vue d'établir le soutien international nécessaire pour la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, et notamment la planification familiale, comme élément central au développement durable et en tant qu'aspect déterminant des objectifs de développement futurs. Nous demandons également au gouvernement britannique, en tant que l'un des partenaires chefs de file du Sommet, à travailler avec les gouvernements pour s'assurer que les objectifs, les engagements et les plans du Sommet demeurent les priorités essentielles à l'ordre du jour du développement, alors qu'il assumera la direction du G8 en 2013.

Veuillez agréer nos sincères salutations.

Cette lettre a été rédigée en consultation avec un Comité directeur international réunissant des représentants de : The International Planned Parenthood Federation, The Reproductive Health Supplies Coalition, The Family Planning Association of India, Bem Estar Familiar no Brasil, The UN Foundation, The Family Planning Action Group - Nigeria, Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Famille, Marie Stopes Ethiopia, Rahnuma, the Family Planning Association of Pakistan, Marie Stopes Ghana, Centro de Investigacion, Educacion y Servicios and Countdown 2015 Europe